



Assemblée générale

Distr. générale
27 mars 2014
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Vingt-cinquième session

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Rapport de l'Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels, M. Cephias Lumina¹

Résumé

Dans le présent rapport, soumis en application de la résolution 16/14 du Conseil des droits de l'homme, l'Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels, dresse un bilan de son mandat entre 2008 et 2014. Ce rapport est structuré comme suit: dans la section II, l'Expert indépendant passe brièvement en revue les principales activités qu'il a entreprises durant son mandat. La section III met en relief les difficultés rencontrées par le Conseil pour examiner la question de la dette souveraine sous l'angle des droits de l'homme. La section IV décrit succinctement les contraintes, notamment l'insuffisance des ressources, auxquelles se heurtent les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales dans l'accomplissement de leur mandat. La section V contient la conclusion.

¹ Soumission tardive.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	3
II. Activités menées dans le cadre du mandat	3–5	3
III. La dette extérieure en tant que question relative aux droits de l’homme	6–14	4
IV. Appui et ressources	15–17	7
V. Conclusion	18	8

I. Introduction

1. Le mandat de l'Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels, a été créé en application de la résolution 7/4 du Conseil des droits de l'homme, en date du 27 mars 2008. Par sa résolution 16/14, le Conseil a prorogé le mandat de l'Expert indépendant pour une période de trois ans. Le présent rapport est soumis en application de cette résolution. Étant donné qu'il s'agit là de son dernier rapport thématique au Conseil, l'Expert indépendant dresse un bilan succinct de ses travaux de 2008 à 2014.

2. L'Expert indépendant exprime sa gratitude pour la possibilité qui lui a été offerte d'œuvrer avec les États Membres à la réalisation des droits de l'homme pour tous, qui est un objectif essentiel des Nations Unies. Il saisit cette occasion pour remercier le Conseil des droits de l'homme de l'appui que ce dernier lui a apporté depuis sa nomination. Il regrette toutefois que son mandat n'ait pas rencontré l'appui de certains membres du Conseil, particulièrement l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique. Il espère que ces membres réexamineront leur position et commenceront à coopérer pleinement avec le titulaire du mandat, conformément aux engagements qu'ils ont pris aux termes de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale.

II. Activités menées dans le cadre du mandat

3. Comme il l'indiquait dans son premier rapport à l'Assemblée générale (A/63/289, par. 27), l'Expert indépendant s'est employé à mener un dialogue actif avec toutes les parties prenantes – gouvernements, organisations internationales et société civile – comme spécifié dans la résolution 7/4 du Conseil des droits de l'homme. À cette fin, il a consulté un large éventail de parties prenantes sur un certain nombre de questions relatives à son mandat, notamment dans le cadre de l'élaboration des principes directeurs sur la dette extérieure et les droits de l'homme qui ont été approuvés par le Conseil en juin 2012. Il a également participé à des ateliers et réunions organisés par des acteurs de la société civile et des institutions nationales de défense des droits de l'homme et contribué à l'élaboration, par d'autres procédures spéciales, de normes relatives aux droits de l'homme. Il saisit cette occasion pour remercier les différentes organisations qui ont apporté un soutien sans faille à son mandat. Il lui est impossible de les mentionner toutes, mais il tient à exprimer plus particulièrement sa gratitude aux organismes suivants: Asia Pacific Forum on Women, Law and Development; Center of Concern; Centre Europe-Tiers Monde (CETIM); Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM); Jubilee Debt Campaign UK; Jubilee Australia; Jubilee USA; Jubilé Sud; Réseau européen sur la dette et le développement (Eurodad); Réseau africain pour la dette et le développement (AFRODAD); Latin American Network on Debt and Development (LATINDAD); Coalition norvégienne pour l'annulation de la dette (Slett U-Landsgjelda (SLUG)); International Network for Economic, Social and Cultural Rights (ESCR-Net); Institut allemand pour les droits de l'homme; Groupe européen des institutions nationales des droits de l'homme.

4. Depuis sa nomination en 2008, l'Expert indépendant a conduit plusieurs études et présenté ses conclusions et recommandations au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale concernant les thématiques suivantes: les effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite dans les pays d'origine sur la jouissance des droits de l'homme (A/HRC/22/42 et A/HRC/25/52); le partenariat mondial pour le développement – enseignements pour le cadre de développement pour l'après-2015 (A/68/542); l'impact des initiatives internationales d'allègement de la dette sur les droits de

l'homme (A/HRC/23/37); l'impact des politiques relatives à la dette souveraine et des politiques de réforme économique connexes, telles que les mesures d'austérité, sur les droits des femmes (A/67/304); les organismes de crédit à l'exportation et les droits de l'homme (A/66/271); la nécessité de politiques cohérentes dans les domaines du commerce international, de la finance et des droits de l'homme (A/65/260 et Corr.); l'impact des contentieux liés aux fonds voutours sur l'allègement de la dette et les droits de l'homme (A/HRC/14/21); et la coresponsabilité des créanciers et des débiteurs pour la «dette illégitime» (A/64/289).

5. L'Expert indépendant a également effectué des visites officielles dans les pays suivants: Norvège et Équateur (A/HRC/14/21/Add.1), Australie et Îles Salomon (A/HRC/17/37/Add.1), République démocratique du Congo (A/HRC/20/23/Add.2), Viet Nam (A/HRC/20/23/Add.1), Lettonie (A/HRC/23/37/Add.1), Grèce (A/HRC/25/50/Add.1), Japon (A/HRC/25/50/Add.2) et Argentine (A/HRC/25/50/Add.3). Il remercie ces États de leur invitation et de leur coopération et espère qu'ils continueront de collaborer avec le titulaire du mandat aux fins de la mise en œuvre des recommandations contenues dans les rapports sur ces différentes missions. L'Expert indépendant souhaite également remercier le Gouvernement égyptien qui a récemment invité le titulaire du mandat à se rendre en Égypte.

III. La dette extérieure en tant que question relative aux droits de l'homme

6. La question de la dette extérieure et de son impact sur l'exercice des droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels, est depuis de nombreuses années un sujet de préoccupation pour le Conseil des droits de l'homme, comme elle l'a été pour l'organe qui l'a précédé, la Commission des droits de l'homme. Toutefois, les efforts du Conseil (et ceux de la Commission) ont été compromis du fait des divergences quant à la question de savoir si la dette extérieure devrait ou non être considérée comme une thématique relevant des droits de l'homme². Tout en reconnaissant que le fardeau excessif de la dette peut avoir potentiellement un effet néfaste sur le développement, les pays développés continuent de soutenir que le Conseil n'est pas l'instance «appropriée» pour traiter du problème de la dette et qu'il existe «d'autres tribunes internationales qui sont beaucoup mieux placées pour aborder les questions de la dette extérieure et de la remise de la dette»³.

² Voir, par exemple, la résolution 2004/18 de la Commission des droits de l'homme en date du 16 avril 2004, adoptée par 29 voix (Afrique du Sud, Argentine, Bhoutan, Brésil, Burkina Faso, Chine, Congo, Cuba, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Guatemala, Honduras, Inde, Indonésie, Mauritanie, Népal, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Philippines, République dominicaine, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Togo, Zimbabwe), contre 14 (Allemagne, Australie, Autriche, Croatie, États-Unis d'Amérique, France, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède), avec 10 abstentions (Arabie saoudite, Arménie, Bahreïn, Chili, Costa Rica, Mexique, Paraguay, Pérou, Qatar, Ukraine.); la décision 12/119 du Conseil des droits de l'homme adoptée le 12 octobre 2009 par 31 voix (Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Chili, Chine, Cuba, Djibouti, Égypte, Fédération de Russie, Gabon, Ghana, Inde, Indonésie, Jordanie, Kirghizistan, Madagascar, Maurice, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Philippines, Qatar, Sénégal, Uruguay), contre 13 (Belgique, Bosnie-Herzégovine, États-Unis d'Amérique, France, Hongrie, Italie, Japon, Pays-Bas, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Ukraine), avec 2 abstentions (Mexique et Norvège).

³ Explication de vote des États-Unis sur la question de la dette en tant que problème relevant des droits de l'homme, mandat de l'Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de

7. Les arguments avancés par les pays qui contestent que le Conseil ait compétence pour traiter de la dette souveraine en tant que question relevant des droits de l'homme ne sont pas recevables pour plusieurs raisons. En premier lieu, ces arguments traduisent une compréhension incorrecte du droit international des droits de l'homme, qui envisage la promotion et la protection de ces droits selon une approche holistique, comportant des aspects à la fois proactifs et réactifs. Ainsi, au paragraphe 13 de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, les États sont appelés à «mettre un terme à toutes les violations des droits de l'homme et en éliminer toutes les causes ainsi que les obstacles à la jouissance de ces droits». Comme le démontrent plusieurs études ainsi que les observations finales de différents organes conventionnels, le fardeau excessif de la dette extérieure constitue un obstacle à la jouissance des droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels.

8. Deuxièmement, ces affirmations sont en contradiction avec l'esprit et l'objet de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale instituant le Conseil des droits de l'homme ainsi qu'avec les engagements que prennent les États qui se portent candidats à un siège au Conseil. Dans la résolution 60/251, l'Assemblée a reconnu «qu'il importe d'assurer l'universalité, l'objectivité et la non-sélectivité de l'examen des questions relatives aux droits de l'homme et de mettre fin à la pratique du deux poids deux mesures et à toute politisation», et a décidé que les activités du Conseil «seront guidées par les principes d'universalité, d'impartialité, d'objectivité et de non-sélectivité, du dialogue et de la coopération constructifs à l'échelle internationale de façon à favoriser la promotion et la défense de tous les droits de l'homme – civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement». Il est à noter également que les membres du Conseil sont priés de «coopérer pleinement avec le Conseil».

9. Troisièmement, comme le montre le rapport de l'Expert indépendant évaluant l'impact des initiatives internationales d'allègement de la dette sur les droits de l'homme (A/HRC/23/37), «les normes autres que le droit des droits de l'homme»⁴ et les «autres tribunes internationales qui sont beaucoup mieux placées pour aborder les questions de la dette extérieure et de la remise de la dette» (vraisemblablement les institutions financières internationales et le Club de Paris⁵) ont échoué jusqu'ici à fournir une solution équitable et pérenne au problème de la dette souveraine. Il n'est pas réaliste d'attendre de ces institutions créancières qu'elles s'attachent à trouver une solution à la crise de la dette qui privilégie la justice sociale et économique plutôt que le remboursement de la dette⁶. Il est également à noter que ces institutions ne possèdent ni un mandat en matière de droits de l'homme ni l'expertise nécessaire pour prendre correctement en compte ces droits dans

l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels, Conseil des droits de l'homme, seizième session, Genève, 23 mars 2011. Peut être consulté à l'adresse suivante:

www.geneva.usmission.gov/2011/03/23/eov-foreign-debt/. Voir également les comptes rendus analytiques du Conseil des droits de l'homme (21 mars 2013).

⁴ Ibid.

⁵ Le Club de Paris est un groupe informel de pays créanciers qui sert de forum pour renégocier les dettes «officielles» (autrement dit les créances émises, assurées ou garanties par les gouvernements créditeurs) contractées à l'égard de ses membres. Ses membres permanents sont l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Russie, la Suède et la Suisse. Les autres créanciers sont autorisés à participer aux négociations sur une base ad hoc. Voir <http://www.clubdeparis.org/en>.

⁶ Par exemple, on a affirmé que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont contribué à créer précisément cette situation d'endettement qu'ils étaient eux-mêmes chargés de résoudre (Luke Fletcher et Adele Webb, *Alternatives to Debtors Prison: Developing a Framework for International Insolvency*, document d'orientation de Jubilee Australia (octobre 2011), p. 19, disponible à l'adresse www.acfid.asn.au/resources-publications/publications/acfid-research-in-development-series).

leurs politiques et programmes. En outre, les «normes autres que le droit des droits de l'homme» n'offrent aucune protection pour les États qui ont des difficultés à rembourser leur dette, contrairement à ce qui est le cas pour les individus et les entités confrontés à des situations comparables dans le cadre des législations nationales sur l'insolvabilité⁷; de plus, elles ne reconnaissent pas ou ne prennent pas en compte les circonstances iniques ou odieuses dans lesquelles une partie de la dette souveraine a été contractée.

10. Quatrièmement, les différents organes conventionnels des droits de l'homme des Nations Unies ont reconnu les effets néfastes que le fardeau élevé de la dette et les programmes d'ajustement économique connexes ont sur l'exercice des droits de l'homme, en particulier les droits économiques, sociaux et culturels⁸. Ils ont également insisté sur le fait que les obligations des États en matière de droits de l'homme sont pertinentes dans le contexte de leurs arrangements relatifs à la dette extérieure⁹ et ont encouragé les pays créanciers à faire tout leur possible pour garantir que les politiques et les décisions des institutions financières internationales dont ils sont membres sont compatibles avec les obligations internationales des États relatives aux droits de l'homme, par exemple en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels¹⁰. Ces observations n'ont, semble-t-il, été contestées par aucun des États qui s'opposent à ce que le Conseil des droits de l'homme se saisisse de cette question.

⁷ Voir par exemple K. Raffer, «Internationalizing US municipal insolvency: a fair, equitable, and efficient way to overcome a debt overhang», *Chicago Journal of International Law*, vol. 6, No. 1 (2005), p. 361 à 379.

⁸ Voir les observations finales ci-après, du Comité des droits économiques, sociaux et culturels: E/C.12/1/Add.106 (Zambie); E/C.12/1/Add.78 (Bénin); E/C.12/1/Add.71 (Algérie); E/C.12/1/Add.66 (Népal); E/C.12/1/Add.63 (République arabe syrienne); E/C.12/1/Add.62 (Sénégal); E/C.12/1/Add.60 (Bolivie, État plurinational de); E/C.12/1/Add.57 (Honduras); E/C.12/1/Add.55 (Maroc); E/C.12/1/Add.49 (Kirghizistan) et E/C.12/1/Add.48 (Soudan); du Comité des droits de l'enfant: CRC/C/15/Add.218 (Madagascar); CRC/C/15/Add.204 (Érythrée); CRC/C/15/Add.207 (Sri Lanka); CRC/C/15/Add.197 (République de Corée); CRC/C/15/Add.193 (Burkina Faso); CRC/C/15/Add.190 (Soudan); CRC/C/15/Add.186 (Pays-Bas/Antilles néerlandaises); CRC/C/15/Add.179 (Niger); CRC/C/15/Add.174 (Malawi); CRC/C/15/Add.172 (Mozambique); CRC/C/15/Add.160 (Kenya); CRC/C/15/Add.152 (Turquie); CRC/C/15/Add.138 (République centrafricaine); CRC/C/15/Add.130 (Suriname); CRC/C/15/Add.124 (Géorgie); et CRC/C/15/Add.115 (Inde); et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément n° 38* (Trinité-et-Tobago); *ibid.*, cinquante-sixième session, *Supplément n° 38* (A/56/38), première partie, par. 227 (Jamaïque) et deuxième partie, par. 161 (Guyana) et 227 (Pays-Bas); *ibid.*, cinquante-cinquième session, *Supplément n° 38* (A/55/38), par. 44 (Cameroun). Voir également Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément n° 38* (A/57/38), par. 149.

⁹ Voir par exemple E/C.12/1/Add.71, par. 43 (Algérie); E/C.12/1/Add.44, par. 28 (Égypte); E/C.12/1/Add.55, par. 38 (Maroc); et E/C.12/1/Add.57, par. 10 (Honduras).

¹⁰ Voir par exemple E/C.12/1/Add.68 (Allemagne). Voir aussi E/C.12/1/Add.54, par. 31 (Belgique); E/C.12/1/Add.43, par. 20 (Italie); E/C.12/1/Add.70, par. 24 (Suède); E/C.12/1/Add.72, par. 32 (France); E/C.12/1/Add.77, par. 37 (Irlande); et E/C.12/1/Add.79, par. 26 (Royaume-Uni). Il est à noter également que les Directives de Maastricht relatives aux violations des droits économiques, sociaux et culturels considèrent comme une violation des droits de l'homme par omission «le fait pour un État de ne pas tenir compte de ses obligations juridiques internationales dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels lorsqu'il conclut des accords bilatéraux ou multilatéraux avec d'autres États, des organisations internationales ou des sociétés multinationales» (par. 15 j)). Les Directives de Maastricht relatives aux violations des droits économiques, sociaux et culturels disposent que: «Les obligations des États en matière de protection des droits économiques, sociaux et culturels s'étendent également à leur participation à des organisations internationales, au sein desquelles ils agissent collectivement.» (par. 19).

11. Cinquièmement, les déclarations, résolutions et décisions des grandes conférences et des principaux organes des Nations Unies ont également confirmé le lien entre dette souveraine, droits de l'homme et développement. Il faut citer notamment: la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, qui a reconnu l'importance de réduire la dette extérieure en particulier lorsque celle-ci est aggravée par le transfert net de ressources au bénéfice des pays développés¹¹; la Déclaration et le Programme d'action de Vienne où un appel est lancé à la communauté internationale pour qu'elle mette tout en œuvre afin d'alléger le fardeau de la dette extérieure des pays en développement de manière à compléter les efforts que déploient les gouvernements de ces pays pour réaliser pleinement les droits économiques, sociaux et culturels de leur population¹²; et la Déclaration du Millénaire qui affirme la détermination des États Membres «à appréhender de façon globale et effective les problèmes de la dette des pays en développement à faible revenu et à revenu intermédiaire, grâce à diverses mesures d'ordre national et international propres à rendre leur endettement viable à long terme»¹³.

12. Enfin, il vaut la peine de rappeler que, comme l'avait fait observer il y a plus de dix ans l'Expert indépendant sur les politiques d'ajustement structurel, aucune institution ne détient un monopole en ce qui concerne la question de savoir comment instaurer un ordre mondial juste et viable.

13. Le lien entre dette souveraine et droits de l'homme est clair: le fardeau excessif de la dette réduit le volume maximum des ressources dont disposent les États pour réaliser les droits de l'homme, en particulier les droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que pour établir des institutions qui promeuvent et protègent les droits civils et politiques et renforcer ces institutions.

14. L'Expert indépendant demande à tous les États Membres d'appuyer les travaux du titulaire du mandat pour qu'ils puissent contribuer efficacement à la formulation d'une solution durable et juste à ce problème qui accable les pays en développement depuis des décennies et qui affecte maintenant aussi des pays développés. Une telle attitude serait conforme aux obligations énoncées dans la résolution 60/251 de l'Assemblée générale.

IV. Appui et ressources

15. L'insuffisance des financements et le manque de personnel d'appui demeurent des obstacles majeurs pour toutes les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, mais plus particulièrement pour les titulaires de mandat qui ne reçoivent pas de ressources

¹¹ Voir le Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (A/CONF.216/16), 20-22 juin 2012, Rio de Janeiro, Brésil, par. 19.

¹² Le paragraphe 13 de la Déclaration de Vienne souligne que «la nécessité s'impose aux États et aux organisations internationales, agissant en coopération avec les organisations non gouvernementales, de créer, aux niveaux national, régional et international, les conditions propres à assurer pleinement et effectivement la jouissance des droits de l'homme».

¹³ Résolution 55/2 de l'Assemblée générale en date du 8 septembre 2000, par. 16. Voir également le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21, que l'Assemblée a adopté à sa dix-neuvième session extraordinaire, 23-28 juin 1997 (résolution S/19-2, annexe, par. 20 et 82); la Déclaration de Copenhague sur le développement social, adoptée au Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995 (engagements 1 k) et 7 c)); la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne, 25 juin 1993, par. 12; la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, adoptés à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995, par. 13; la Déclaration du Millénaire, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 55/2, par. 15 et 28; le Rapport du Sommet mondial sur le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002 (A/CONF.199/20 et Corr.1, par. 89).

extrabudgétaires, dont l'Expert indépendant ici concerné. De surcroît, les coupes financières pratiquées dans l'ensemble du système des Nations Unies ces dernières années ont des incidences graves sur l'accomplissement effectif et efficace des mandats au titre des procédures spéciales et sur la capacité du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) d'intensifier son appui à ces procédures. Dans le même temps, le Conseil a institué un certain nombre de nouveaux mandats pour traiter de questions relatives aux droits de l'homme très préoccupantes à l'échelle mondiale, mais sans que les ressources augmentent proportionnellement. Cette situation a entraîné un accroissement de la charge de travail des titulaires de mandat au-delà de celle qui était envisagée lorsqu'ils ont été nommés.

16. L'arrangement selon lequel les titulaires de mandat au titre de procédures spéciales sont censés mener leurs travaux en dehors de leurs engagements professionnels normaux, avec l'appui d'un seul fonctionnaire du HCDH souvent débordé, n'est ni souhaitable ni propice à l'accomplissement efficace de leur mandat.

17. L'Expert indépendant est reconnaissant au HCDH de l'appui professionnel dont il a bénéficié de sa part durant son mandat, en dépit des difficultés, notamment le manque de ressources et de personnel, auxquelles le Haut-Commissariat continue de se heurter. Il considère toutefois que le soutien administratif apporté par le Haut-Commissariat pourrait être amélioré grâce à une plus grande transparence en ce qui concerne les politiques dans ce domaine. Par exemple, des problèmes surgissent fréquemment à propos de l'interprétation des dispositions relatives aux avantages prévus pour aider les titulaires à s'acquitter efficacement de leur mandat, problèmes qui portent notamment sur les voyages et le remboursement des frais. Dans d'autres cas, il n'existe pas de disposition écrite, une situation qui peut conduire, et a effectivement conduit à des incohérences dans l'application des politiques.

V. Conclusion

18. La dette souveraine et l'impact négatif qu'elle a sur la capacité des gouvernements, dans les pays en développement comme dans les pays développés, de s'acquitter des obligations qui leur incombent en matière de droits de l'homme, en particulier celles qui ont trait aux droits économiques, sociaux et culturels, demeure un problème important, voire très urgent. L'Expert indépendant invite donc instamment le Conseil à continuer de se préoccuper de cette question. Toutefois, pour que les efforts du Conseil à cet égard soient couronnés de succès, il est nécessaire que les États Membres gardent à l'esprit les principes définis dans la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, à savoir en particulier «qu'il importe d'assurer l'universalité, l'objectivité et la non-sélectivité de l'examen des questions relatives aux droits de l'homme et de mettre fin à la pratique du deux poids deux mesures et à toute politisation» et qu'ils examinent dans cet esprit une question aussi importante.
